

E Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux et éléments méthodologiques sur les données environnementales et sociales 2012

Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux	474
Rapport d'assurance des Commissaires aux comptes sur une sélection d'informations sociales et environnementales 2012	480
Éléments méthodologiques sur les données environnementales et sociales 2012	483
Consolidation des données	483
Précisions sur les données environnementales	483
Précisions sur les indicateurs relatifs à l'eau prélevée et restituée	483
Précisions sur les émissions dans l'air	483
Précisions sur les déchets conventionnels	483
Précisions sur les déchets nucléaires	483
Précisions sur la quantité d'électricité et de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables	484
Précisions sur les dépenses environnementales	484
Précisions sur les données sociales	484
Pour EDF	484
Pour EDF et ERDF	485
Pour les données Groupe	485

Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux

Indicateurs économiques

	Unité	Périmètre ⁽³⁾						
		2012	2011	2010 ⁽¹⁾	2012	2011	2010	Réf. GRI ⁽²⁾
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	M€	20 979	19 843	19 684	2	2	2	
Provisions pour fin de cycle du combustible nucléaire	M€	19 525	18 830	18 020	2	2	2	
Montant des indemnités versées ou à verser suite à une décision judiciaire en matière d'environnement	k€	6,9	0	8	1	1	1	

(1) Données excluant EnBW, à l'exception des indicateurs économiques.

(2) GRI : Global Reporting Initiative.

(3) Périmètre 1 : EDF.

Périmètre 2 : Groupe EDF.

Indicateurs environnementaux

	Unité	Périmètre ⁽⁵⁾						Réf. GRI ⁽²⁾
		2012	2011	2010 ⁽¹⁾	2012	2011	2010	
Combustibles & Matières premières – Consommation de combustibles								
Combustible nucléaire chargé en réacteur	t	1 096	1 205	1 138	1	1	1	EN 1
Charbon*	Kt	24 277	21 024	20 211	2	2	2	EN 1
Fioul lourd	Kt	1 098	1 170	1 625	2	2	2	EN 1
Fioul domestique	Kt	317	402	448	2	2	2	EN 1
Gaz naturel	10 ⁶ m ³	9 290	6 859	8 072	2	2	2	EN 1
Gaz industriel	10 ⁶ m ³	842	3 555	3 707	2	2	2	EN 1
Eau – matières premières consommées provenant de sources externes à l'entreprise								
Eau de refroidissement prélevée*	10 ⁹ m ³	54,8	55,2	53,9	2	2	2	EN 8
dont la part eau douce*	10 ⁹ m ³	28,0	26,8	n.c.	2	2	n.c.	EN 8
Eau de refroidissement restituée*	10 ⁹ m ³	54,2	54,6	53,3	2	2	2	EN 21
dont la part eau douce*	10 ⁹ m ³	27,5	26,3	n.c.	2	2	n.c.	EN 21
Air – émissions de gaz								
Émissions totales de CO ₂ (inclut les installations non soumises à quotas)**	Mt	79,8	70,5	75,7	2	2	2	EN 16
Émissions de SO ₂ *	Kt	137,8	140,6	187,9	2	2	2	EN 20
Émissions de NOx	Kt	182,2	157,0	167,6	2	2	2	EN 20
Poussières	t	6 968	5 407	7 929	2	2	2	EN 20
Émissions de CH ₄	kt éq. CO ₂	40,5	32,2	41,6	2	2	2	EN 16
Émissions de N ₂ O	kt éq. CO ₂	329,8	254,7	287,9	2	2	2	EN 16
Émissions de SF ₆ – EDF*	kt éq. CO ₂	83,8	94,3	98,3	1	1	1	EN 16
Émissions de SF ₆ – EDF + ERDF*	kt éq. CO ₂	93,3	102,8	n.c.	1b	1b	n.c.	EN 16
Émissions de SF ₆ – Groupe*	kt éq. CO ₂	109,8	n.c.	n.c.	2	n.c.	n.c.	EN 16
Déchets conventionnels								
Déchets dangereux ^{(3)*}	t	64 598	60 956	40 679	2	2	1	EN 22
Déchets non dangereux ^{(3)*}	t	321 789	302 251	198 422	2	2	1	EN 22
Déchets industriels conventionnels valorisés ou évacués en vue de valorisation ^{(3)*}	t	253 412	251 908	190 353	2	2	1	EN 22
Cendres produites	Kt	3 816	3 617	3 581	2	2	2	EN 22
Énergie								
Énergies renouvelables : quantité d'électricité et de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables (hors hydraulique)*	GWh	15 583	11 032	10 385	2	2	2	EN 6
Consommation directe d'énergie, répartie par source primaire								
Consommations internes, électricité de pompage	TWh	6,7	6,9	6,6	1	1	1	EN 3
Consommations internes, électricité	TWh	22,4	22,8	22,6	1	1	1	EN 3
Management								
Dépenses de protection de l'environnement	M€	3 465	2 800	2 579	1	1	1	EN 30
dont dotations aux provisions	M€	2 465	1 765	1 712	1	1	1	EN 30
Management de l'environnement (% du chiffre d'affaires consolidé Groupe couvert par une certification ISO 14001)	%	98 ⁽⁴⁾	79	n.c.	2	2		n.c.

* Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance modérée par les Commissaires aux comptes.

** Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance raisonnable par les Commissaires aux comptes.

n.c. : non communiqué.

(1) Données excluant EnBW, à l'exception des indicateurs économiques.

(2) GRI : Global Reporting Initiative.

(3) Extension au périmètre Groupe en 2011.

(4) Incluant les sociétés non intégrées dans le certificat Groupe.

(5) Périmètre 1 : EDF. Périmètre 1b : EDF + ERDF. Périmètre 2 : groupe EDF.

Indicateurs nucléaires – EDF

	Unité	2012	2011	2010	Réf. GRI
Rejet d'activité dans l'eau ⁽¹⁾					
Tritium	TBq/réac	20,47	18,07	19,1	EN 21
Carbone 14	GBq/réac	13,19	13,06	12,6	EN 21
Rejets d'activité dans l'air ⁽¹⁾					
Carbone 14	TBq/réac	0,176	0,174	0,170	EN 20
Tritium	TBq/réac	0,64	0,65	0,55	EN 20
Déchets nucléaires					
Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte*	m ³ /TWh	20,7	15,6	12,4	EN 24
Déchets radioactifs solides de haute et moyenne activité à vie longue*	m ³ /TWh	0,88	0,87	0,88	EN 24
Combustible nucléaire usé évacué	t	1 075	1 199	1 140	EN 24

(1) Les rejets d'activité dans l'eau et dans l'air sont reportés sur l'année précédente (N - 1) donc non communiqués (n.c.) pour l'exercice 2012, mais pour l'exercice 2011.

Indicateurs nucléaires – EDF Energy

	Unité	2012	2011	2010	Réf. GRI
Rejet d'activité dans l'eau					
Tritium – réacteur AGR (<i>Advanced Gas-cooled Reactor</i>)	TBq/réac	135,7	124,5	107,8	EN 21
Tritium – réacteur PWR (<i>Pressurised Water Reactor</i>)	TBq/réac	44	46	25	EN 21
Rejets d'activité dans l'air					
Carbone 14 – réacteur AGR	TBq/réac	0,7	0,68	0,61	EN 20
Carbone 14 – réacteur PWR	TBq/réac	0,3	0,3	0,13	EN 20
Tritium – réacteur AGR	TBq/réac	0,68	0,8	0,92	EN 20
Tritium – réacteur PWR	TBq/réac	0,8	0,7	0,74	EN 20
Déchets nucléaires					
Uranium évacué*	t	216	210,7	131	EN 24
Déchets radioactifs à faible activité évacués*	m ³	698	608	498	EN 24
Déchets radioactifs à moyenne activité générés*	m ³	161	161	162	EN 24

Indicateurs nucléaires – Constellation Energy Nuclear Group

	Unité	2012	2011	2010	Réf. GRI
Rejet d'activité dans l'eau					
Tritium	TBq/réac	12,91	12	11,11	EN 21
Rejets d'activité dans l'air					
Carbone 14	TBq/réac	0,33	0,34	0,69	EN 20
Tritium	TBq/réac	1,38	1,40	1,41	EN 20
Combustibles ⁽¹⁾					
Combustible nucléaire livré*	t	46	48	34	EN 24
Déchets nucléaires ⁽¹⁾					
Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité évacués*	m ³	2 419	1 287	735	EN 24

* Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance modérée par les Commissaires aux comptes.

(1) Données consolidées du pourcentage de participation de la filiale.

Indicateurs sociaux

Groupe EDF	Unité	2012 ⁽³⁾	2011 ⁽⁴⁾	2010 ⁽⁴⁾	Périmètre 2012-2010	Réf. GRI
Effectif au 31/12/2012 et répartition ⁽¹⁾						
EDF + ERDF	Nombre	107 333	103 954	96 571		LA 1
TOTAL groupe EDF **	Nombre	159 740	156 168	158 842		LA 1
Répartition des salariés par âge						
Salariés de moins de 25 ans **	%	8%				
Salariés de 25 à 35 ans **	%	23%				
Salariés de 36 à 45 ans **	%	25%				
Salariés de 46 à 55 ans **	%	34%				
Salariés de 56 ans et plus **	%	10%				
Répartition des salariés par zone géographique (selon siège social)						
France	Nombre	129 328				
dont DALKIA	Nombre	15 964				
Grande-Bretagne	Nombre	16 178				
Italie	Nombre	5 210				
Autres pays européens	Nombre	7 503				
Autres International	Nombre	1 521				
Nombre de cadres *	Nombre	40 355	37 786	39 231		LA 1
Pourcentage de femmes dans le collège Cadres *	%	25,0%	23,9%	22,7%		LA 13
Nombre de non-cadres *	Nombre	119 385	118 382	119 611		LA 13
Égalité professionnelle						
Effectif hommes **	Nombre	118 512	117 023	121 009		LA 13
Effectif femmes **	Nombre	41 228	39 145	37 833		LA 13
Hommes cadres *	Nombre	30 286	28 753	30 306		LA 13
Femmes cadres *	Nombre	10 069	9 033	8 925		LA 13
Embauches / départs						
Embauches *	Nombre	12 577	12 755	13 790		LA 2
Autres arrivées ⁽¹⁾ *	Nombre	7 499	5 849	3 105		LA 2
Départs retraite/inactivité *	Nombre	4 185	4 200	4 708		LA 2
Démissions ⁽²⁾ *	Nombre	2 355	2 761	2 929		LA 2
Licenciements, révocations, mises en inactivité d'office *	Nombre	1 739	1 689	1 924		LA 2
Autres départs ⁽¹⁾ *	Nombre	9 304	9 398	10 457		LA 2
Rémunérations						
Rémunérations brutes totales	Millions d'euros	Cf. RG note 10.1				
Salariés à temps partiel *	Nombre	14 690	15 296	17 719		LA 1
Absentéisme						
Nombre de jours moyen d'absence (maladie + accident)	Nombre	9,0				
Conditions d'hygiène et de sécurité						
Accidents mortels*	Nombre	14	13	15		LA 7
Taux de fréquence *		3,8	3,9	4,5		LA 7
Accidents du travail (avec arrêt d'un jour ou plus)*	Nombre	921	933	1 145		LA 7
Taux de gravité		0,16				

(1) Les entrées ou sorties de périmètre sont comptées respectivement en : « Autres arrivées » et « Autres départs ».

(2) Les fins des contrats particuliers (dont les alternants) sont comptés dans « Autres départs » quelle que soit la suite donnée. Les départs en cours de période d'essai sont comptés en « Autres départs ».

(3) Hors RTE en Nouvelle définition – effectifs intégrant les contrats particuliers relevant des diverses mesures d'ordre social, les médecins et les personnels mis à disposition d'organismes externes (AMADOE).

(4) Y compris RTE.

* Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance modérée par les Commissaires aux comptes.

** Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance raisonnable par les Commissaires aux comptes.

	Unité	2012 ⁽⁴⁾	2011 ⁽⁵⁾	2010 ⁽⁵⁾	Périmètre 2012-2010	Réf. GRI
Relations professionnelles						
Pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives ⁽¹⁾	%	88%	87%	94%		LA 4
Formation						
Nombre total d'heures de formation	Nombre	7 631 618				
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation ^{(2)*}	Nombre	131 311	118 930	127 332		LA 10
Emploi et insertion des travailleurs en situation de handicap						
Nombre d'employés en situation de handicap ⁽³⁾	Nombre	4 519	4 601	3 078		LA 13

(1) Hors Dalkia International en 2010.

(2) En 2010 et 2011 hors ESTAG.

(3) Cette donnée est déclarative chez EDF Energy.

En 2012 comme en 2010 et 2011, CENG ne communique pas cette information pour des raisons de confidentialité.

En 2011 et 2010, la valeur collectée par Edison ne prend pas en compte leur filiale Abu Qir intégrée en cours d'année 2009.

(4) Hors RTE en Nouvelle définition – effectifs intégrant les contrats particuliers relevant des diverses mesures d'ordre social, les médecins et les personnels mis à disposition d'organismes externes (AMADOE).

(5) Y compris RTE.

EDF	Unité	2012	2011	Réf. GRI
Effectif au 31/12/2012 & répartition				
Statutaires (au 31/12)	Nombre	64 838	63 002	LA 1
Non statutaires CDI	Nombre	433	409	LA 1
Non statutaires CDD	Nombre	3 851	3 773	LA 1
Total non statutaires	Nombre	4 284	4 182	LA 1
Effectif total **	Nombre	69 122	67 184	LA 1
Nombre de cadres *	Nombre	28 230	26 644	LA 1
Pourcentage de femmes dans le collège Cadres *	%	26,0%	25,1%	LA 13
Nombre de non-cadres *	Nombre	40 892	40 540	LA 13
Techniciens et agents de maîtrise	Nombre	33 084	32 871	LA 13
Agents d'exécution	Nombre	7 808	7 669	LA 13
Égalité professionnelle				
Effectif hommes **	Nombre	47 852	46 938	LA 13
Effectif femmes **	Nombre	21 270	20 246	LA 13
Hommes cadres *	Nombre	20 884	19 944	LA 13
Femmes cadres *	Nombre	7 346	6 700	LA 13
Embauches / départs				
Embauches *	Nombre	4 452	4 021	LA 2
Intégration & réintégration *	Nombre	261	251	LA 2
Autres arrivées ⁽⁶⁾ *	Nombre	3 194	2 818	LA 2
Départs retraite/inactivité *	Nombre	2 061	1 990	LA 2
Démissions *	Nombre	114	123	LA 2
Licenciements, révocations, mises en inactivité d'office *	Nombre	6	14	LA 2
Décès *	Nombre	82	89	LA 2
Autres départs ⁽⁶⁾ *	Nombre	3 709	3 285	LA 2
Heures supplémentaires				
Volume d'heures supplémentaires	En milliers	2 831	2 791	

(6) Les arrivées et départs des CDD saisonniers sont exclus du décompte.

* Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance modérée par les Commissaires aux comptes.

** Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance raisonnable par les Commissaires aux comptes.

EDF	Unité	2012	2011	Réf. GRI
Main-d'œuvre extérieure				
Nombre moyen mensuel d'intérimaires ⁽¹⁾	Nombre	1 837	1 187	LA 1
Organisation du temps de travail				
Salariés à temps plein	Nombre	60 612	58 157	LA 1
Salariés à temps partiel *	Nombre	8 510	9 027	LA 1
Salariés en service continu	Nombre	6 882	6 808	LA 1
Absentéisme				
Absentéisme *	%	3,8%	3,9%	LA 7
Heures maternité & congés familiaux / durée effective du travail	%	0,7%	0,7%	LA 7
Conditions d'hygiène et de sécurité				
Nombre de maladies professionnelles déclarées dans l'année à la Sécurité Sociale		13	11	
Accidents mortels	Nombre	6	8	LA 7
Taux de fréquence *		3,4	3,7	LA 7
Taux de gravité *		0,15	0,14	LA 7
Accidents du travail (avec arrêt d'un jour ou plus)	Nombre	333	358	LA 7
Rémunérations – charges de personnel – intéressement				
Rémunérations mensuelles principales				
Cadres	Euros	4 308	4 248	EC 1
Techniciens et agents de maîtrise	Euros	2 612	2 581	EC 1
Agents d'exécution	Euros	1 877	1 874	EC 1
Charges de personnel	Millions d'euros	6 113	5 784	EC 1
Montant moyen de l'intéressement par salarié	Euros	1 820	1 583	EC 1
Relations professionnelles				
Nombre d'accords collectifs signés (France)	Nombre	8	11	HR 5
Pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives ⁽²⁾	%	94%	94%	LA 4
Formation				
Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation *	Nombre	58 899	55 905	LA 10
Emploi et insertion des travailleurs en situation de handicap				
Nombre d'employés en situation de handicap *	Nombre	1 842	1 698	LA 13
Nombre de travailleurs en situation de handicap embauchés	Nombre	124	94	LA 13
Œuvres sociales				
Budget des comités (montant comptabilisé au titre du 1 %)	Millions d'euros	196	198	

(1) Le chiffre 2012 n'est pas disponible à la date de reporting.

(2) Les employés d'EDF SA ne dépendent pas d'une convention collective au sens de la loi mais du statut des Industries Électriques et Gazières.

* Données 2012 ayant fait l'objet d'une vérification en assurance modérée par les Commissaires aux comptes.

Rapport d'assurance des Commissaires aux comptes sur une sélection d'informations sociales et environnementales 2012 publiées dans le Document de référence 2012, le cahier des indicateurs de développement durable 2012 et le rapport d'activité et de développement durable 2012 du Groupe

Exercice clos le 31 décembre 2012

À l'attention de la Direction Générale

À la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de Commissaires aux comptes de la société EDF SA, (« la Société »), nous vous présentons notre rapport d'assurances modérée et raisonnable sur une sélection d'informations sociales et environnementales identifiées respectivement par les signes (*) et (***) dans les tableaux de la section « Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux » publiés dans le Document de référence 2012, le cahier des indicateurs de développement durable 2012 et le rapport d'activité et de développement durable 2012.

Responsabilité de la Société

Cette sélection d'indicateurs (« les Données ») a été préparée sous la responsabilité de la Direction du Développement Durable en lien avec la Direction des Ressources Humaines Groupe, conformément au protocole

interne de mesure et de reporting (ci-après « le Référentiel »), disponible au siège de la Société auprès de la Direction du Développement Durable et du Controlling RH et dont un résumé figure dans le paragraphe « Éléments méthodologiques sur les données environnementales et sociales 2012 » du Document de référence 2012, du cahier des indicateurs de développement durable 2012 et du rapport d'activité et de développement durable 2012.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer la conformité avec les règles déontologiques, les normes d'exercice professionnel et les textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité des Commissaires aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'exprimer une conclusion d'assurance raisonnable sur le fait que les données sélectionnées par le Groupe, telles que mentionnées dans le tableau ci-dessous et identifiées par le signe (**), sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Périmètre	Indicateurs sociaux
Groupe EDF	Effectif total fin de période réparti par sexe et par âge

Périmètre	Indicateurs environnementaux
Groupe EDF	Émissions de CO ₂ (pour la production d'électricité et de chaleur)

- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les données sélectionnées par le Groupe, telles que mentionnées dans le tableau ci-dessous et identifiées par le signe (*), sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel.

Périmètre	Indicateurs sociaux
Groupe EDF	Nombre de cadres et de non-cadres
	Pourcentage de femmes dans le collège de cadres
	Embauches externes
	Arrivées autres
	Départs retraite/inactivité
	Démissions
	Licenciements – révocations – mises en inactivité d'office
	Autres départs
	Nombre d'employés à temps partiel
	Accidents mortels (employés)
	Accidents du travail (avec arrêt d'un jour ou plus)
	Taux de fréquence
	Nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation
	EDF SA
	Nombre d'employés en situation de handicap
	Taux de gravité

Périmètre	Indicateurs environnementaux
Groupe EDF	Quantité d'électricité et de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables (hors hydraulique)
	Émissions de SO ₂ (pour la production d'électricité et de chaleur)
	Eau de refroidissement prélevée, dont eau douce
	Eau de refroidissement restituée, dont eau douce
	Consommation de charbon
	Déchets dangereux
	Déchets non dangereux
	Déchets industriels conventionnels valorisés ou évacués en vue de valorisation
	Émissions de SF ₆
EDF SA	Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte
	Déchets radioactifs solides de haute et moyenne activité à vie longue
	Déchets radioactifs de très faible activité issus de la déconstruction
EDF Energy	Uranium évacué
	Déchets radioactifs à faible activité évacués
	Déchets radioactifs à moyenne activité générés
Constellation Energy Nuclear Group (CENG)	Combustible nucléaire livré
	Déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité évacués

Nature et étendue des travaux

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme ISAE 3000 (*International Standard on Assurance Engagements*) et à la doctrine professionnelle applicable en France.

Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir :

- une assurance raisonnable sur le fait que les données sélectionnées par le Groupe et identifiées par le signe (**) ne présentent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur conformité, dans tous leurs aspects significatifs, au Référentiel ;

- une assurance modérée sur le fait que les Données sélectionnées par le Groupe et identifiées par le signe (*) ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur conformité, dans tous leurs aspects significatifs, au Référentiel. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Nous avons fait appel à nos experts en responsabilité sociétale pour nous assister dans la mise en œuvre des diligences suivantes :

- Nous avons effectué les travaux suivants :
 - appréciation du caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, sa clarté et sa fiabilité, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

- prise de connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Données sélectionnées ;
 - vérification de l'existence, au sein du Groupe, d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à garantir l'exhaustivité et la cohérence des Données sélectionnées ;
 - conduite d'entretiens auprès des personnes responsables du reporting social et environnemental et mise en œuvre de tests de détail sur la base de sondages sur l'application du Référentiel au niveau de certaines entités¹ (« les Entités ») ;
 - réalisation de tests de cohérence sur la consolidation de ces Données.
- Les Entités ainsi sélectionnées représentent en ce qui concerne :
- l'assurance raisonnable : 63 % pour l'indicateur « Effectif total fin de période réparti par sexe et par âge » et 50 % pour l'indicateur « Émissions de CO₂ (pour la production d'électricité et de chaleur) » ;
 - l'assurance modérée : en moyenne 53 % des indicateurs relatifs aux Données sociales et 42 % des indicateurs relatifs aux Données environnementales testées.

Conclusions

Assurance raisonnable

À notre avis, les Données examinées identifiées par le signe (**) et figurant dans les tableaux de la section « Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux » du Document de référence 2012, du cahier des indicateurs de développement durable 2012 et du rapport d'activité et de développement durable 2012 du groupe EDF ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel mentionné.

Assurance modérée

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité au Référentiel mentionné, dans tous leurs aspects significatifs, des Données examinées identifiées par le signe (*) et présentées dans les tableaux de la section « Synthèse des indicateurs environnementaux et sociaux » du Document de référence 2012, du cahier des indicateurs de développement durable 2012 et du rapport d'activité et de développement durable 2012 du groupe EDF.

Paris - la Défense et Neuilly-sur-Seine, le 13 février 2013

KPMG Audit

Département de KPMG S.A

Jacques-François Lethu

Associé

Jean-Louis Caulier

Associé

Deloitte & Associés

Alain Pons

Associé

Patrick E. Suissa

Associé

1. CENG : Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Calvert Cliffs (USA) et siège de CENG (USA).

EDF Énergies Nouvelles : bureau technique d'EDF EN (France).

EDF Energy : Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Dungeness B (R.-U.), Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Hunterston B (R.-U.), centrale thermique de Westburton (R.-U.), centre RH de Crawley (R.-U.) et siège d'EDF Energy.

EDF Polska : centrale thermique de Rybnik (Pologne) et siège d'EDF Polska (Pologne).

EDF SA : centrale thermique de Cordemais (France), centrale thermique de Bouchain (France), centrale thermique du Havre (France), centrale thermique de Blénod (France), Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Gravelines (France), Centrale Nucléaire de Production d'Électricité de Flamanville 1 et 2 (France), centrale en déconstruction de Brennilis (France), agence RH de Nantes (France), agence RH de Toulouse (France), agence RH de Rouen (France).

Edison : centrale thermique de Marghera Levante (Italie), centrale thermique de Torviscosa (Italie) et siège d'Edison (Italie).

ERDF : DR Nord - Pas-de-Calais (France), DR Sillon rhodanien (France), DR Pyrénées-Landes (France), agence MOE RH Sud-Ouest (France), agence MOE RH Est (France), Agence MOE RH Manche - mer du Nord (France).

Figlec : centrale thermique de Figlec (Chine).

Tiru : incinérateur de Saint-Ouen (France).

UTE Norte Fluminense : centrale thermique d'UTE Norte Fluminense (Brésil).

Éléments méthodologiques sur les données environnementales et sociales 2012

Consolidation des données

La collecte des données sociales et environnementales quantitatives de ce rapport a été réalisée à travers les progiciels de consolidation des données du groupe EDF.

Les données sociales et environnementales sont consolidées sur la base des règles de consolidation comptables et de critères de pertinence en termes de ressources humaines et d'impact environnemental.

Les sociétés intégrées globalement comptablement sont consolidées globalement en termes d'indicateurs sociaux et environnementaux.

Les sociétés intégrées proportionnellement comptablement sont consolidées proportionnellement en termes d'indicateurs sociaux et environnementaux.

Les sociétés mises en équivalence comptablement ne sont pas prises en compte en termes d'indicateurs sociaux et environnementaux.

En plus de ces critères, le périmètre de consolidation du Groupe pour les données sociales n'a retenu que les sociétés dont l'effectif physique est significatif en termes de ressources humaines (supérieur à 50) et acquises depuis plus de six mois.

Concernant les données environnementales, les critères retenus ont été déterminés sur la base des activités industrielles (production, distribution et transport) significatives en termes d'impact environnemental des filiales. De plus, il est à noter que seules les entités ayant intégré le périmètre de consolidation depuis plus d'un an, ainsi que les entités encore présentes dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2012, ont été retenues. RTE ayant été déconsolidé avant la date de clôture, ses données ont été exclues sur toute l'année 2011 et sur 2012.

Le mode de consolidation de trois filiales internationales a évolué, passant d'une intégration partielle à une intégration globale sur l'ensemble de l'année 2012 (Zielona Gora, Kogeneracja et Edison).

Pour les données Ressources humaines, deux nouvelles filiales de plus de 50 salariés ont été intégrées en 2012 dans le périmètre de *reporting* du groupe EDF (EDF Optima Solutions et EDF Paliwa).

Pour les données environnementales, le périmètre de *reporting* est étendu aux filiales polonaises et espagnoles de Fenice.

Précisions sur les données environnementales

L'élaboration des données environnementales de ce document de référence s'appuie sur des fiches descriptives et méthodologiques. Il s'agit du référentiel de *reporting* du Groupe en vigueur en 2012. L'ensemble des indicateurs relatifs aux consommations et aux émissions sont liés au processus de production d'électricité et de chaleur.

Les données comptables relatives aux provisions pour déconstruction et dernier cœur, ainsi que celles pour fin de cycle du combustible nucléaire, sont des données consolidées Groupe issues de la comptabilité du Groupe.

Précisions sur les indicateurs relatifs à l'eau prélevée et restituée

Les indicateurs relatifs à l'eau de refroidissement comprennent l'eau prélevée et restituée en rivière, en mer et en nappes phréatiques et peuvent comprendre également l'eau prélevée dans les réseaux de distribution et restituée dans les réseaux d'eaux usées. Pour les CNPE situés en bord de

mer et pour les centrales thermiques, les quantités d'eau de refroidissement prélevées et restituées sont calculées sur la base des temps de fonctionnement et des débits nominaux des pompes. Depuis 2010, des indicateurs relatifs à la « part eau douce » (incluant les eaux saumâtres le cas échéant) ont été rajoutés.

Précisions sur les émissions dans l'air

Les émissions de CO₂ et de SO₂ des centrales d'EDF sont mesurées ou calculées sur la base des analyses des combustibles ou sur la base de facteurs d'émissions standards.

Les émissions de CO₂ et de SO₂ des centrales thermiques d'EDF couvrent toutes les phases de production d'électricité, y compris les phases de démarrage et d'arrêt de tranches.

La donnée d'émissions de SF₆ d'EDF est calculée sur la base d'un bilan de masse des bouteilles de SF₆ ou d'un taux de fuite nominal annuel égal à 2 % du volume de SF₆ contenu dans les appareils.

En 2011 a eu lieu la première publication de l'indicateur SF₆ au périmètre « EDF SA + ERDF ».

En 2012 a eu lieu la première publication de l'indicateur SF₆ au périmètre du Groupe.

Précisions sur les déchets conventionnels

Les données relatives aux déchets conventionnels ont été obtenues sur la base des informations disponibles à la date de clôture concernant les quantités évacuées et les filières d'élimination. Les données reportées n'intègrent pas :

- les déchets industriels conventionnels de Dalkia International et Investissement ;
- la part des quantités de déchets industriels conventionnels valorisés au sein de certaines filiales telles que les filiales polonaises et certaines de la région Asie-Pacifique.

Les déchets des chantiers de construction et de déconstruction sont pris en compte dans le présent *reporting* lorsque leur gestion relève de la responsabilité du groupe EDF. Ne sont en revanche pas pris en compte les déchets dont la gestion relève de la responsabilité des prestataires. En cas de construction par exemple, les déchets de chantiers sont de façon générale sous la responsabilité du constructeur (emballages de transport, chutes de produits, pots de peintures...).

Concernant ERDF, le *reporting* 2012 des déchets est réalisé sur une année glissante. Les poteaux en bois sont désormais inclus au *reporting*. Les poteaux en béton sont exclus car l'organisation actuelle du *reporting* ne permet pas un suivi adéquat.

Depuis 2011, le périmètre de publication des déchets dangereux, des déchets non dangereux et des déchets industriels conventionnels valorisés ou évacués en vue de valorisation est étendu au groupe EDF et non plus à « EDF + ERDF ».

Précisions sur les déchets nucléaires

Concernant EDF

L'indicateur relatif aux « déchets radioactifs de très faible activité (« TFA ») issus de la déconstruction » comprend :

- le tonnage réel des déchets expédiés directement au Centre de stockage TFA (« CSTFA ») ;

- le tonnage des déchets envoyés à l'unité de fusion de Centraco pondéré par un ratio estimé, calculé annuellement sur la base de retour d'expérience de Socodei sur trois ans, pour obtenir la part de déchets TFA expédiés en dernier lieu au CSTFA.

En 2011, comme en 2012, l'ensemble des déchets TFA issus de la déconstruction a été expédié directement au CSTFA.

L'indicateur « déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité à vie courte produits par les réacteurs en exploitation » ne tient pas compte des déchets de maintenance exceptionnelle (couvercles de cuve, générateurs de vapeur). Le volume de déchets calculé correspond au volume de déchets stockés sur le centre de l'Aube (après compactage des fûts, incinération et fusion). Le volume de déchets engendré par un reconditionnement de déchets produits et conditionnés au cours d'exercices antérieurs n'est pas comptabilisé.

L'indicateur « déchets radioactifs solides de haute et moyenne activité à vie longue » intègre une incertitude liée au ratio de conditionnement (nombre de colis réalisés effectivement suite au traitement d'une tonne de combustible) qui ne peut être constaté qu'a posteriori, ce ratio dépendant essentiellement des mélanges effectués pour optimiser les opérations. L'indicateur est une estimation qui repose sur la pérennité des pratiques actuelles en matière de conditionnement des déchets à vie longue et qui projette sur l'avenir proche le ratio de conditionnement actuel.

Concernant EDF Energy

Les données relatives à l'indicateur « déchets radioactifs de moyenne activité » d'*Existing Nuclear*, branche nucléaire d'EDF Energy, sont basées sur l'inventaire des déchets radioactifs du Royaume-Uni produit par la *Nuclear Decommissioning Authority*. Il s'agit d'une estimation du volume annuel des déchets qui seront considérés et classifiés comme des déchets radioactifs à moyenne activité à la fin de vie des sites de production nucléaire. Ces estimations incluent les conditionnements qui seront estimés nécessaires pour assurer le transport des déchets hors des sites. L'ensemble des déchets radioactifs de moyenne activité sont entreposés sur les sites de production nucléaire dans l'attente d'une décision nationale sur leur traitement final.

Les « déchets radioactifs de faible activité » incluent les dessicants, qui sont expédiés en traitement sous forme de déchets de moyenne activité conformément à la réglementation en vigueur.

Concernant Constellation Energy Nuclear Group

L'indicateur « déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité » de Constellation Energy Nuclear Group (« CENG »), regroupe les déchets radioactifs autres que hautement radioactifs. Selon la *Nuclear Regulatory Commission* (« NRC »), il est distingué aux États-Unis trois types de déchets classés en déchets radioactifs solides de faible et moyenne activité, respectivement les déchets de types A, B ou C, en fonction de l'activité (A étant la classe de déchets à activité estimée la plus faible). Les données reportées par CENG sont les volumes de déchets conditionnés évacués des sites déclarés à la *Nuclear Regulatory Commission* (volumes de déchets générés par le site Ginna en 2010).

La donnée « combustible nucléaire livré » reportée par Constellation Energy Nuclear Group représente la quantité de combustible livrée sur les sites de production. Ces quantités, estimées en grammes d'uranium, sont communiquées par les fournisseurs et déclarées à la *Nuclear Regulatory Commission*.

Précisions sur la quantité d'électricité et de chaleur produite à partir d'énergies renouvelables

Les données de production d'électricité et de chaleur à partir d'énergies renouvelables de Dalkia International sont intégrées au chiffre consolidé depuis 2012. Les parts d'électricité et de chaleur produites à partir d'énergies renouvelables sont estimées au prorata des quantités d'électricité et de chaleur produites.

Précisions sur les dépenses environnementales

Les dépenses de protection de l'environnement sont des dépenses déclarées par les différentes entités d'EDF.

La définition retenue des dépenses de protection de l'environnement est issue de la recommandation du Conseil national de la comptabilité du 21 octobre 2003 (elle-même issue de la recommandation européenne du 30 mai 2001). Les dépenses environnementales sont les dépenses supplémentaires identifiables effectuées en vue de prévenir, réduire ou réparer les dommages que l'entreprise a occasionnés ou pourrait occasionner par ses activités, à l'environnement.

Ces coûts sont liés, entre autres :

- à l'élimination des déchets et aux efforts entrepris pour en limiter la quantité ;
- à la lutte contre la pollution des sols ; des eaux de surface et des eaux souterraines ;
- à la préservation de la qualité de l'air et du climat ;
- à la réduction des émissions sonores ;
- à la protection de la biodiversité et du paysage ;
- à la déconstruction de centrales.

L'évaluation estimée porte sur des coûts hors taxes répartis sur trois postes principaux :

- les dépenses d'exploitation (y compris les études relevant de dépenses d'exploitation), hors les dépenses ayant précédemment fait l'objet d'une provision ;
- les dépenses d'investissement (y compris les études afférentes) ;
- les dotations aux provisions, y compris les charges d'actualisation.

Précisions sur les données sociales

L'élaboration des données sociales de ce document de référence s'appuie sur un glossaire de définitions réactualisées en 2012.

En 2012, de nouveaux indicateurs ont été publiés, conformément à l'article R. 225-102-1 du Code de commerce (loi « Grenelle II »). Ces nouvelles données sont :

- la répartition des effectifs Groupe par tranche d'âge et par zone géographique du siège de la filiale ;
- la rémunération brute totale pour le Groupe ;
- la part des salariés éligibles à une rémunération variable ;
- le taux de gravité (nombre de jours d'arrêt suite à accidents du travail × 1000 / nombre d'heures travaillées) ;
- le nombre moyen de jours d'absence (maladie + accident du travail) par salarié ;
- le nombre de maladies professionnelles déclarées à la Sécurité sociale pour EDF ;
- le nombre d'heures de formation.

Depuis 2011, la population considérée dans la collecte est l'ensemble des salariés ayant un contrat de travail non suspendu avec une des sociétés du Groupe.

Pour EDF

Depuis 2007, dans le calcul de l'absentéisme, seules les absences correspondant aux motifs suivants ont été prises en compte : les absences pour maladie, les absences pour accident du travail et de trajet ainsi que les absences diverses telles que les absences non rémunérées et les absences

injustifiées notamment. Les absences relatives aux activités sociales et syndicales, les congés de préretraite et les absences maternelles ne sont pas prises en compte. Le nombre d'heures travaillées pris en compte pour le calcul du taux d'absentéisme est le nombre d'heures théoriques travaillées.

Pour EDF et ERDF

L'effectif comprend des salariés qui sont co-employés par EDF et GDF Suez. Ainsi un employé travaillant à 50 % pour EDF est compté pour 0,5 dans l'effectif publié.

Les données relatives au nombre d'accidents survenus au cours de l'année et au nombre de jours d'arrêt pour accident du travail d'EDF sont extraites de l'outil SI RH (Sprint) ou par défaut du SI Sécurité (Ariane Web). En cas d'écart constaté entre le nombre d'accidents ou le nombre de jours d'arrêt de travail comptabilisé sous Sprint et sous Ariane Web, la règle retenue par le Groupe est de prendre en compte la donnée la plus pénalisante entre les deux systèmes.

Le déploiement du nouvel outil de gestion de la formation au niveau d'EDF et d'ERDF entraîne des difficultés dans la restitution des informations quantitatives relatives à la formation.

Pour les données Groupe

Les variations de périmètre d'entités consolidées ne sont pas complètement prises en compte dans les entrées et sorties de filiales du Groupe, ce qui est le principal motif d'écart entre l'effectif 2012 reporté et l'effectif recalculé à partir de l'effectif 2011 et des entrées et sorties.

Les mouvements des effectifs bénéficiant du statut des Industries électriques et gazières sont considérés comme des transferts et non pas comptabilisés dans les embauches, démissions ou licenciements, conformément à une convention sectorielle (statut des IEG).

Les mouvements intra-groupe sont comptabilisés dans « Autres arrivées » et « Autres départs ».

Le taux de fréquence n'intègre pas les accidents de trajet domicile-lieu de travail. Les accidents routiers peuvent être pris en compte lorsque la législation locale les considère comme accidents de travail. Le nombre d'accidents mortels prend en compte les accidents de travail et les accidents de trajet des employés. Il n'intègre pas les accidents mortels de sous-traitants.

Les formations pour lesquelles les justificatifs ne sont pas reçus à la date de clôture du *reporting* ne sont pas prises en compte.

Les données de formation des contrats de professionnalisation ne sont pas systématiquement prises en compte.

Dans les pays où la réglementation n'impose pas de déclaration obligatoire du nombre d'employés en situation de handicap, la donnée reportée est communiquée sur la base des déclarations volontaires des salariés.